

LOIRE ATLANTIQUE

les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 607 - 22 SEPTEMBRE 1994 - Prix 2,50 F

RENTRÉE POLITIQUE ET SOCIALE

LES COMMUNISTES

A

L'OFFENSIVE



Durant 15 ans, le « consensus » était porté au zénith. A partir de 1990, l'idéologie des gagnants, le « triomphe du capitalisme », l'acceptation de la « culture d'entreprise » étaient le fin du fin de la modernité.

Les expériences ont changé tout cela

Le mouvement social, les données fournies par les sondages, notamment celui de la SOFRES sur les valeurs idéologiques des Français effectué fin juin 94, permettent de préciser la nature et l'ampleur des évolutions récentes. Il ne s'agit plus seulement d'inflexion mais d'un renversement des valeurs. Le libéralisme n'a plus la cote : (« Le Libéralisme a mangé son pain blanc » dit François de Closets »).

En 1994, contre la loi BAYROU et le projet CIP, le peuple et la jeunesse ont fait reculer le pouvoir. Concernant « RENAULT », la pression de l'opinion et les 300 000 signatures récoltées ont contraint le gouvernement à manœuvrer en recul.

Evidemment, la riposte populaire ne se réalise pas encore contre chaque mauvais coup du gouvernement. Cependant, les luttes se développent comme nous pouvons le constater dans notre département (Chantelle - Navale - Hôpitaux - Ecole - etc...).

Les manœuvres de la droite, ces dernières semaines (discours sur le social, l'exclusion), ainsi que la guerre des chefs pour la Présidentielle sont révélatrices des craintes du pouvoir sur les possibles réactions populaires, - Chirac et Balladur tentent de surmonter la contradiction entre la montée du mécontentement, jusque dans leur propre électorat, et la volonté d'accélérer leur politique de l'ARGENT-ROI, alignée sur MAASTRICHT, le FMI et la BUNDESBANK.

Dans un tel contexte, un champ nouveau s'ouvre à l'activité communiste.

Tous ceux qui souffrent de la politique de la droite ont besoin que le Parti Communiste joue tout son rôle et qu'il le joue mieux encore - avec esprit offensif, en mettant tous les communistes au niveau de la colère et en contribuant à faire grandir l'esprit de résistance - mais aussi, avec lucidité sur le fait que manque une perspective alternative, que le doute cohabite avec un sentiment d'impuissance.

Surmonter ces obstacles suppose que le peuple fasse l'expérience du caractère décisif de son intervention, sur tous les terrains, y compris celui de la politique. On le voit, luttes sociales et action politique ne s'opposent pas. Et si notre parti n'est pas seul à contribuer au développement des premières, il se doit de jouer tout son rôle dans le développement de la seconde, faut de quoi c'est l'intervention populaire elle-même qui serait handicapée.

C'est ainsi que l'élaboration du PACTE UNITAIRE pour le PROGRES peut devenir quelque chose de tangible. En aidant à faire grandir dans le dialogue et la lutte, la perception des causes et des responsabilités et l'aspiration à des transformations plus amples, les communistes sont présents avec leurs propositions, leur identité et où ils posent franchement la question de leur influence dans le pays.

Au moment où l'on assiste au dévoiement de la vie politique autour de l'élection présidentielle, une candidature communiste à cette élection apparaît comme une nécessité.

Face à la terrible politique de Balladur, il y a besoin d'une candidature qui incarne une alternative authentique au règne de la droite et pour que la gauche soit bien la gauche et le demeure.

Le Comité National des 20 et 21 septembre a proposé de confier à Robert HUE la responsabilité d'être leur candidat à la Présidentielle. Un vaste débat démocratique va maintenant s'engager dans le parti, et la Conférence Nationale des 5 et 6 Novembre décidera sur la base de la discussion.

En cette rentrée, nous avons beaucoup de raisons d'être optimiste et offensif pour faire vivre notre identité communiste au service des gens.

Michel GOUTY
Membre du Bureau Fédéral



Comme ici à Auchan les Communistes de la Région Nazairienne à l'initiative pour une autre politique de la Navale.

Nous ne laisserons pas sacrifier nos emplois

Du port aux chantiers navals, de Chantelle à Cordemais, la politique de la droite se traduit par la destruction du tissu industriel, l'hémorragie des emplois. Ce que disent et ce que font les communistes.

(Page 2)

Les mauvaises notes

Pas de pause pour Balladur et ses compères. Ses ponctions dans la poche des Français continuent de plus belle.

(Page 4)

Fête de l'Huma 94

La fête du courage et de la confiance, dans laquelle le stand de la Loire-Atlantique a tenu bon son rang.

(Page 5)

L'après-rentree scolaire

Trouver un logement étudiant relève souvent de l'exploit truffé d'embûches et d'arnaques, comme en témoigne notre reportage. Tout va bien en cette rentrée... Pas vraiment.

(Page 6)

Culture et détente

Quelques idées de sorties pour demain, mais également à noter sur l'agenda.

(Page 7)



HOMMAGE AUX FUSILLES DE NANTES ET CHATEAUBRIANT

le 21 octobre à 17 h 00 à Nantes
le 23 octobre à 14 h 00 à Châteaubriant

avec la participation de J.-P. MAGNON,
Membre du Bureau et du Secrétariat National au PCF

AGISSONS CONTRE LA POLITIQUE

Les effets de la politique du gouvernement Balladur, se font durement sentir dans notre département.

En quelques semaines, tous les grands secteurs industriels sont touchés ou menacés.

La Navale, avec la suppression des aides de l'Etat, le Port Autonome, avec la demande de son déclassement, l'Hôpital, suite aux directives gouvernementales, la Centrale de Cordemais, par la réduction de la production, l'Arsenal d'Indret, la Raffinerie de Donges, les Cheminots de Nantes et bien évidemment, Chantelle avec le lourd dossier des délocalisations.

Nous avons voulu dans ces pages, aborder ces dossiers, donner la position des communistes, faire connaître les luttes qui se développent. Nous proposons de poursuivre, lors des prochaines éditions des Nouvelles, ce tour du Département.

Point de vue



par
Michel Rica
Secrétaire Fédéral

En Loire-Atlantique, nous voyons s'accélérer un vaste plan de destruction de l'emploi productif.

C'est l'entreprise CHANTELE, avec le projet de délocalisation, ce sont les Chantiers de l'Atlantique, avec l'inquiétude que soulève l'accord de l'OCDE, prévoyant la suppression des aides de l'Etat, c'est le devenir d'ELF DONGES, le déclassement du Port de Nantes-Saint-Nazaire, et toujours les plans de réductions d'emplois à la SNCF, à l'Hôpital, et donc de services rendus à l'utilisateur. L'énumération de ces secteurs et leur diversité, prouve s'il en était besoin, la profondeur de l'attaque.

La question qui nous est posée, est donc bien de nous appuyer sur un mouvement d'opinion qui exprime clairement son inquiétude, son mécontentement, sa colère, afin de faire grandir d'autres exigences. Les expériences vécues par les gens ces dernières années, permettent aux Communistes, de proposer des initiatives à la hauteur de ces enjeux. La proposition faite par les Communistes de Saint-Nazaire aux mairies de l'agglomération, d'appeler la population à défendre la navale, fait partie de cette démarche. Le dynamisme, la vigueur de notre comportement, notre démarche de propositions d'initiatives larges et rassembleuses, montrent que nous n'acceptons pas cette société qui casse, déstructure.

Les Communistes ont un rôle déterminant à jouer pour toujours démontrer qu'il n'y a aucune fatalité à la casse du pays et des hommes. A l'évidence, qu'il s'agisse des privatisations, des délocalisations, de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la protection sociale, la situation rend incontournable le débat sur la nature des choix actuels et la nécessité d'autres solutions. Cela implique dans le même mouvement, en partant bien des préoccupations des gens, de leur mécontentement mais aussi de leurs aspirations, de faire percevoir les causes des problèmes et de situer les responsabilités. Ceci afin d'élaborer avec les gens eux-mêmes, des propositions pour imposer des reculs au patronat et au pouvoir, mais aussi d'élaborer ensemble, des réponses sur la perspective d'avenir pour une construction politique neuve.

CORDEMAIS SOUS TENSION

Dans une note interne datée du 6 septembre, intitulée « *quel avenir pour Cordemais* », la direction de la Centrale confirme les décisions de l'EDF, à savoir :

« La révision à la baisse de l'utilisation des Centrales fuel et charbon, ce qui se traduit par l'arrêt d'une tranche fuel à Cordemais dès 1995.

Sous la pression syndicale, la direction est obligée d'afficher les répercussions d'une telle décision en matière d'emplois :

« la baisse de production nécessite des suppressions d'emplois ».

Pour tenter de faire avaler la pilule et noyer le poisson, la direction essaie de rassurer le personnel de la Centrale, précisant que les réductions d'effectifs s'accompagneront d'une évolution des métiers et que les projets de mobilité géographique et fonctionnelle seront soutenus et accompagnés par la direction.

Pour les communistes de la centrale, la question de fond demeure dans ses capacités à assurer la production de notre énergie. La décision de l'EDF ne va pas en cette direction, c'est pourquoi, tant sur l'aspect économique que social, ils sont décidés à la combattre.

LE PORT NE DOIT PAS ETRE DECLASSE

Engagés dans l'action, pour empêcher le déclassement du port autonome Nantes-Saint-Nazaire, et pour le développement harmonieux de l'outil portuaire, véritable poumon de l'activité économique et industrielle de la région, le syndicat C.G.T. du Port Autonome multiplie les initiatives et les rencontres vers les formations politiques, les élus locaux, départementaux et nationaux.

Dans ce cadre, il a sollicité une rencontre au Parti Communiste qui a eu lieu jeudi 22 septembre à Nantes.

La délégation du syndicat du port autonome était conduite par Yves Tual, Secrétaire Général, et composée de Yves Lemoine, Jean-Luc Perrin, Alain Esperm, Jean-Claude Soyer et Paul Plaintive.

Celle de la Fédération du P.C.F. conduite par Gilles Bontemps était composée de Marc Justy, Jean-René Teilant, Jean-Louis Le Corre et Claude Constant.

Une riche discussion a eu lieu sur les questions d'actualité, concernant le Port et son développement, au cours de laquelle, est apparue, l'importance d'alerter l'opinion sur les projets néfastes du gouvernement, concernant le déclassement du Port Nantes Saint-Nazaire, et la nécessité d'imposer le retrait pur et simple de cette décision.

Le Gouvernement veut déclasser le Port et le faire passer du classement international, qu'il a aujourd'hui, à national, avec toutes les conséquences qu'il y aurait sur l'affaiblissement de son rôle, pour l'économie régionale et l'emploi.

Dès juillet, Jean-Louis Le Corre était intervenu auprès du Ministre, B. Bosson, du Président du Conseil Général, des Députés, etc... De nombreux élus ont dû lui emboîter le pas et le Gouvernement a dû détacher cette question de son projet d'orientation.

Il reste, cependant à obtenir l'abandon pur et simple de ce déclassement. Pour cela, il faut que les salariés se fassent entendre plus fort et qu'ils obtiennent des différents élus du Département et des formations politiques, non seulement des soutiens ou des paroles, mais des actes concrets.

La discussion entre les 2 délégations a permis de constater un très large accord sur les questions posées et une détermination mutuelle à agir chacune à leur façon et selon leurs compétences respectives pour contribuer, avec les salariés et avec les gens, à les solutionner.

Pour ce qui les concernent, les Communistes vont prendre de nouvelles initiatives, tant pour le maintien du classement international, que pour le développement harmonieux du Port et de son entité Nantes-Saint-Nazaire.



Cela, au niveau des Communes, du Département, de la Région et du Parlement. Ces initiatives sont inséparables des efforts à faire, pour faire réfléchir sur les causes des mauvais coups, comme sur le besoin qu'ont les gens, de modifier le rapport de force politique en leur faveur, en donnant plus de force et d'influence au P.C.F.

Nous reviendrons sur ces questions et ces initiatives, dans notre prochaine édition.

DE L'ARGENT-ROI

L'ARGENT pour créer des emplois

La préoccupation politique des adhérents, des élus du Parti Communiste est de multiplier les initiatives capables de permettre à la population de s'exprimer très largement.

La volonté de rassembler pour s'opposer aux choix européens, à ceux de la droite, du gouvernement, appelle au débat, à échanger sur les besoins, pour que l'argent public soit utilisé pour créer des emplois, que les profits annoncés au chantier permettent d'embaucher, d'augmenter les salaires, de financer la réduction du temps de travail à 35 heures.

Les expériences montrent que pour imposer d'autres choix, la question du rapport de force politique, de l'influence du Parti Communiste Français sont posés avec force.

La première initiative sur le terre-plein de Penhoët a permis de récupérer plus de 1 000 signatures, ce qui témoigne de l'ampleur du rassemblement possible et conforme au dynamisme des Communistes qui sont présents sur les marchés, les lieux publics, le porte à porte dans cette Région Nazairienne.

Ces rencontres, ces dialogues ne se limitent pas au soutien de l'APPEL DES MAIRES, mais conduisent à poser à celles et ceux que l'on rencontre, l'urgence de construire ensemble les conditions réunies pour élaborer de nouvelles perspectives pour créer une société faite par l'homme.

LES CHANTIERS NAVALS



Lors de l'Assemblée qui s'est tenu à SAINT-NAZAIRE le mardi 20

septembre, les Communistes des 4 sections ont décidé de s'adresser à

toute la population, de lui permettre d'exprimer sa colère face au projet de

suppression des aides à la Construction Navale. C'est en effet 20 à

Samedi 17 septembre, le Conseil Municipal de TRIGNAC se réunissait en séance extraordinaire avec à son ordre du jour, l'action à engager pour le maintien des aides à la construction navale.

Jean-Louis LE CORRE, après avoir montré ce qu'était l'apport des élus Communistes à tous les niveaux, pour que

la France conserve une Construction Navale forte, et s'engage dans la réalisation d'une véritable carrière maritime, appelait la population à se rassembler comme viennent de le faire les Maires.

Se rassembler, pour exiger le maintien des aides à la Construction Navale, poumon de cette région où la question qui

devrait être à l'ordre du jour serait les 35 h/semaine sans pertes de salaires et l'embauche de centaines de jeunes.

Jean-René TEILLANT, au nom du groupe Communiste, insistait sur les responsabilités de ceux qui ont à marche forcée construit cette EUROPE du FRIC.



30 000 emplois qui sont en cause. Il y a par conséquent urgence à rassembler face à un tel projet.

Après s'être félicité du large appel des Maires, les Communistes veulent aussi débattre des causes, des responsables de cette situation, et avec toutes celles et ceux qui le souhaitent, réfléchir, échanger, sur les solutions susceptibles d'imposer au gouvernement, à l'Europe, des choix capables de créer des emplois dans cette région.



Une délégation d'élus communistes et du parti le 21 juillet à la sous-préfecture de Saint-Nazaire.

La construction navale fait à nouveau la une de l'actualité, avec la décision de l'OCDE de supprimer les aides directes faisant porter de graves menaces sur cette industrie nationale et donc sur les hommes qui contribuent à son rayonnement.

Cela fait de nombreuses années que différents plans ont affaibli cette industrie :

- le livre blanc des années 60,
- le Plan DAVIGNON des années 70,
- le Plan LANGAGE

des années 80, l'ensemble avec une connotation européenne.

Chacun se rappelle des dégâts causés par le dernier plan sous la responsabilité de DELORS président de la Commission de Bruxelles :

- 1 seul grand chantier encore en activité sur 5 précédemment,
- 1 moyen le Havre, un souffle de vie sans activité à la CIOTAT, la réparation navale complètement laminée.

A toutes les époques, sous différentes formes,

L'AVIS DES COMMUNISTES DU CHANTIER

les arguments employés étaient les mêmes :

- concurrence,
- manque de compétitivité,
- coût trop élevé,
- industrie dépassée...

C'était même les aides qui payaient les salaires. C'était insupportable, il fallait donc faire des coupes sombres.

Il nous a fallu tenir ferme, contre vent et marée, pour affirmer en permanence que loin d'être dépassée, c'est une industrie d'avenir, pourvoyeuse d'emploi qualifié, source de technologie avancée, élément indispensable de l'indépendance nationale.

C'est tout à l'honneur des Communistes, et de la CGT :

- de n'avoir jamais dévié sur la défense des Chantiers,
- d'avoir été le plus

souvent les seuls à s'opposer à la diminution des aides qui sont passé de 26 % en 1989 à 20 % en 1990, 13 % en 1991 et de 9 % en 1992.

- d'avoir avec les Militants de notre Parti montré les dangers pour l'avenir de la construction navale en FRANCE, de la fermeture de la CIOTAT, de DUNKERQUE, de DUBIGEON.

On se souvient également que seul les Maires Communistes avaient apporté en 1988 (c'est-à-dire à quelques mois des Municipales de 1989) un soutien actif aux salariés des chantiers qui étaient en lutte contre les projets de licenciements de la direction.

Dès le mois de juillet lors d'une conférence de presse, d'un tract aux chantiers et d'une inter-

vention à la sous-Préfecture, en même temps que nous alertions sur les dangers d'un tel accord, nous appelions à la mobilisation des élus, des salariés, de la population pour s'opposer à la signature de cet accord, lourd de dangers pour l'avenir.

Aujourd'hui nous pouvons dire que nous avons été entendus, et l'appel d'environ 50 maires de l'Ouest du département, toutes tendances confondues, va dans le sens de ce que nous préconisons.

Il ne s'agit pas de gommer le passé, les motions précédentes des uns et des autres, ni d'anticiper l'avenir, mais de bien mesurer le chemin parcouru, et d'apprécier le mouvement en court comme élément porteur d'avenir.

CHANTELLE

NOUVELLES INTERVENTIONS DE MAXIME GREMETZ



Comme ce fut le cas lors de la montée à MATIGNON, les « CHANTELLE » ont rencontré, comme tout dialogue, les forces de police à la Préfecture de Nantes lors de la manifestation départementale du 16 septembre dernier, organisée par les U.D. C.G.T. - C.F.D.T., la F.E.N. et la F.S.U.

Le 6 juillet
Edouard Balladur
répondait à
Maxime Gremetz

Monsieur le Député,

Vous m'avez fait part de l'inquiétude suscitée au plan local par le projet de fermeture de l'usine CHANTELLE implantée à Saint-Herblain.

J'ai signalé votre démarche au Ministre de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce Extérieur, qui suit cette affaire, en liaison avec le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, et est intervenu pour faciliter le dialogue au sein de l'entreprise en vue de trouver une solution sociale acceptable.

M. Gérard LONGUET vous tiendra directement informé de l'évolution de ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Député, l'expression de ma considération distinguée.

E. Balladur



ASSEMBLÉE
NATIONALE

Maxime Gremetz
Député de la Somme

14, Rue Gaudissart
Quartier St Leu
80.000 Amiens
Tel : 22 91 78 44
Fax : 22 92 87 24

Amiens, le 22 septembre 1994

à Monsieur Edouard Balladur
Premier Ministre

Monsieur le Premier Ministre,

Les salariés de l'entreprise Chantelle dans le département de la Loire-Atlantique (Saint Herblain) refusent que leur usine soit délocalisée à l'étranger. Dans un courrier je vous avais demandé de recevoir les élus, les syndicats et les salariés.

N'ayant reçu aucune proposition de rencontre, ni de vos services, ni des services du Ministère de l'Industrie ou de celui du Ministère du travail, une délégation représentants les syndicats et les salariés ont fait le voyage à Paris pour être reçu par vos services le Mercredi 7 Septembre 1994.

Je tiens à élever auprès de vous une protestation énergique par le comportement scandaleux et inadmissible des forces de Police à l'égard des femmes de cette entreprise. Le refus de recevoir une délégation est contraire à la démocratie et à l'écoute dont vous prétendez être porteur.

Je vous renouvelle la demande d'un débat à l'assemblée nationale pour prendre des mesures dissuasives afin d'interdire les délocalisations.

Les députés communistes ont élaboré une proposition de loi n°1409 allant dans ce sens. L'entreprise Chantelle doit rester dans le département de la Loire Atlantique et je vous demande de vous engager à prendre des dispositions pour annuler cette délocalisation.

Je vous prie de recevoir Monsieur le Premier Ministre, mes salutations distinguées.

Maxime Gremetz

Au nom du groupe communiste, à l'assemblée nationale, Maxime GREMETZ vient de poser au Premier Ministre une nouvelle question écrite. Pour que soit débattue la loi anti-délocalisation à l'assemblée.

LES MAUVAISES NOTES

• Le coût de la pompe

Le gouvernement Balladur, par le biais des taxes, vient d'annoncer une augmentation de 20 à 30 centimes du prix des carburants.

Cette nouvelle hausse s'ajoutant aux 33 centimes d'augmentation du litre en juillet 93 et aux 14 centimes pour le super plombé de janvier 1994, va pénaliser une nouvelle fois ceux qui disposent des plus faibles revenus.

L'Etat va ainsi prendre dans la poche des Français 7 milliards de francs supplémentaires, alors que la fiscalité sur les produits pétroliers rapporte déjà 173 milliards de francs en 1994.

Cette nouvelle hausse porte à 80 % le poids des taxes sur le litre de carburant.

Notons que selon les calculs de l'Automobile Club national en 1993, les taxes ont progressé de 10,7 % alors que le prix des carburants a diminué de 10,9 %.

• Le financement de la Sécu en danger

Lors du congrès de la Fédération de la Mutualité, Simone Veil a annoncé que l'impératif de la « Maîtrise des dépenses de l'Assurance Maladie » devrait être durable. C'est ainsi que la diminution des frais des actes médicaux a une nouvelle fois diminué durant les 7 premiers mois de l'année et ce sont 14 milliards « d'économies » qui ont été réalisées. Ce sont en fait les plus démunis qui font une nouvelle fois les frais de cette politique. N'est-il par urgent comme l'a proposé le Groupe Communiste à l'Assemblée Nationale de mettre en place une commission d'enquête sur les dettes patronales qui s'élèvent à 75 406 millions de francs sur la période de 1988 à 1993.

• Moins ça va plus c'est cher

C'est la formule que nous pourrions utiliser pour la redevance télévisée. L'abandon de la production française, la surabondance de téléfilms étrangers et notamment américains, la multiplication des jeux, reproductions exactes de ce qui se fait outre Atlantique, la main mise de la publicité sur les programmes, n'empêchent pas de demander aux Français de faire un nouvel effort. La hausse de redevance sera de 6 % en 1995. Rappelons que depuis 4 ans, la hausse de la redevance aura été de 21,4 %.

• Faire baisser le chômage : facile !

Le gouvernement Balladur après que ses prédecesseurs ont déjà longuement travaillé la question, a trouvé la solution pour faire baisser le chiffre des chômeurs en France. Il suffit tout simplement de soustraire au chiffre communiqué par les ASSEDIC, toutes celles et ceux qui auraient travaillé 78 heures dans le mois. Quelle embellie, d'un seul coup 246 000 demandeurs d'emploi ne sont plus chômeurs !!!

Et pendant ce temps là, les riches s'enrichissent et Radio, Télé et presse écrite fantasment sur la « reprise ».

HUMA : LE GRAND CRU DE LA FÊTE 1994

Une rencontre populaire et chaleureuse qui rassemble près de 600 000 personnes à La Courneuve.

Quel rappel à la réalité pour la droite !
Plus de 300 000 signatures contre la privatisation de Renault.

Quel encouragement pour les jours et les semaines qui viennent.

8 722 adhésions au Parti communiste

5 920 à la jeunesse communiste
687 abonnements à « l'Humanité »

3 120 abonnements d'accueil.

LA FÊTE DU COURAGE ET DE LA CONFIANCE



Le stand de Loire Atlantique le samedi soir.

DU COTÉ DE L'ESPACE OUEST

L'avis de tous ceux qui ont participé à la fête de l'Huma 1994, à la Courneuve est unanime : nous avons passé 3 jours exceptionnels.

Au stand de la Loire Atlantique, où les jeunes avaient pris une place très remarquée, l'ambiance était des plus chaleureuse.

Venus de Nantes, de Saint-Nazaire, de Saint-Herblain, de Couëron ou de la Brière, chacun s'accordait à donner à la fête son caractère politique et s'assurait de sa renommée gastronomique.

Notre ami, Patrick LE SAUX, animait par ses chansons, la rue du stand, tandis que s'acti-

vait aux fourneaux, l'équipe de cuisine.

Plateaux de fruits de mer, soles, maquereaux, soupes de poisson, moules et huîtres, arrosés d'un petit Muscadet nantais, régalaient les nombreux visiteurs du stand, tandis que la discussion politique battait son plein au bar et dans les allées.

« Une fructueuse discussion politique de 3 jours », nous confiait l'un des animateurs de l'équipe de renforcement.

« De toutes les fêtes de l'Huma, auxquelles j'ai participé, il s'agit, indiscutablement d'une des plus riches que j'ai connues ».

L'esprit d'ouverture qui anime le Parti se ressentait dans toutes les discussions, mais aussi, ce qui est nouveau et se renforce, c'est cet accord qui se dessine, entre les gens et nous.

Le résultat, d'ailleurs en est la démonstration, puisque 34 adhésions ont été réalisées au stand de Loire Atlantique, 38 abonnements d'accueil à « l'Humanité », 6 abonnements de longue durée, et 1 à « l'Humanité-Dimanche ».

La fête 1994 était belle... Elle est finie... Vive la fête 1995, que nous pensons préparer avec encore plus d'ardeur et d'ambition.



Ambiance, chaleur et gastronomie.

BREVES

2327

C'est le nombre de signatures recueillies par les communistes du département sur les pétitions « Non à la privatisation de Renault ».

Les reculs récents du gouvernement, face à la riposte nationale, ne doivent pas freiner cet élan, mais, au contraire, l'amplifier, pour maintenir l'entreprise sous son statut actuel.

Les 14 et 15 octobre

se tiendront à Nantes, 2 journées d'étude des membres des 12 Comités de section et des membres du Comité Fédéral.

Après le Comité National de fin septembre, la rencontre des 1000 secrétaires de section, des 1^{er} et 2 octobre, à Issy Les Moulineaux, les principaux responsables du parti communiste de notre département débattront des conditions politiques actuelles, de la nécessité de faire du neuf, et de construire l'alternative dont la France a besoin, ainsi que de l'importance d'un parti communiste fort dans notre pays.

NÉCROLOGIE

Nous avons appris le décès du père de notre camarade Roger BARBOTTEAU.

Les Nouvelles de Loire Atlantique et la Fédération du Parti Communiste s'associent à la peine de Catherine et Roger et les assurent de leurs plus sincères amitiés.

RESTAURANT TUNISIEN SALON DE THÉ

«HAMMAMET»

Couscous tous les jours
Spécialités orientales
Thé à la Menthe et Pâtisseries
Plats à emporter

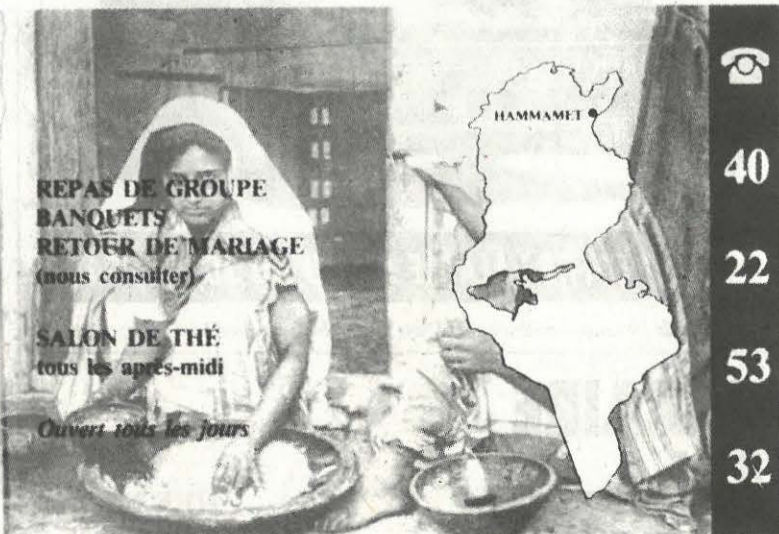
Ali et Mustapha

vous accueillent dans un cadre typiquement oriental
31 rue Albert-de-Mun - 44600 SAINT-NAZAIRE

REPAS DE GROUPE
BANQUETS
RETOUR DE MARIAGE
(nous consulter)

SALON DE THÉ
tous les après-midi

Ouvert tous les jours



40

22

53

32

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITE »

S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120

Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef :
Jean-Claude SALOMON

Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS

PUBLICITÉ : Tél. 40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76

Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 408
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

L'ARNAQUE : Etudiant cherche logement

Chaque année, des milliers de familles consultent les petites annonces car le fils ou la fille va poursuivre ses études à Nantes. Alors le parcours commence : les petites annonces, les journaux « gratuits », les amis, les amis de la famille, le minitel, le téléphone et puis bien sûr, les agences. Elles ont plein de propositions : si on y allait ?

On prend une journée, pas de problème, il en existe une demi-douzaine dans la même rue, c'est plus simple : une heure de route et nous y sommes.

Les vitrines débordent d'annonces. Il y en a plusieurs à 800 F par mois. Le plus observateur remarque qu'en fait ce sont souvent les mêmes. Alors on entre dans l'agence dont les moquettes et tapisseries manquent manifestement d'entretien, mais l'accueil, pas de problème : super sympa. Il n'y a aucun problème, seulement des solutions. Mais voilà, pour obtenir le moindre numéro de téléphone, il faut payer... Une chance que le fils est étudiant, c'est moins cher. Numéro de téléphone en mains, on vous indique où se trouve la première cabine. Quelle chance, c'est à deux pas de la poste.

Au téléphone, la personne répond « mais ça fait 15 jours que c'est loué. Je ne comprends pas que l'agence que j'ai prévenue, laisse en vitrine cette annonce ! ».

De retour à l'agence, c'est l'étonnement « le monsieur avait oublié de nous prévenir ». Ah bon !

L'agence d'à côté avait elle aussi une annonce intéressante. Même chose : un chèque de... Tant pis, on ne va pas y passer la semaine. Retour à la poste, téléphone, pas de réponse. Nouvel essai aux heures de repas : « la personne qui s'occupe de la location est absente, rappelez ce soir ».

De retour à l'agence, on nous remet d'autres annonces, plus chères : 1 400 F par mois, les charges à voir avec le propriétaire.

Après 5 à 6 coups de fil sans réponse ou « loué » (tiens, déjà entendu), rendez-vous est pris. Au vu du plan de Nantes, ça fait loin du « bahut ». Mais bon ! Nous y sommes : une maison réaménagée qui permet au propriétaire d'y accueillir 7 locataires. Une petite cuisine, une salle d'eau pour 7 avec wc dans la salle d'eau. Des chambres séparées en 2 par un rideau en tissu, avec une

seule ampoule au centre de la pièce...

Devant notre étonnement devant le coût du loyer pour de telles conditions, la propriétaire s'empresse de préciser que nous aurons droit à l'APL. Après lui avoir demandé à qui était attribué l'APL, au locataire ou au propriétaire, nous lui avons précisé qu'avec deux salaires moyens et deux enfants, nous n'aurions pas droit à l'APL.

Le parcours continue : location de plus en plus chère au-dessus des possibilités d'une famille aux revenus moyens.

Des numéros de téléphones qui ne sont peut être même pas reliés.

A la fin de la journée, rien n'est réglé : 1 100 F dépensés pour rien.

Ce n'est que par une annonce dans un journal local que nous trouvons la solution : à 4 dans un appartement pour 1 500 F par mois plus les charges.

Une expérience vécue par des milliers de familles qui interrogent sur l'honnêteté de ce type d'agence, l'homologation de certains appartements par les décideurs pour l'attribution de l'APL, le coût des loyers.

QUELLE RENTRÉE CALME ?

Le ministre de l'Éducation a multiplié, au moment de la rentrée scolaire, les propos lénifiants, complaisamment repris par la presse et les médias. A l'en croire, la rentrée aurait été « calme », « sans histoire », « sans problème ».

Or, au fur et à mesure que la pré-rentree des enseignants, puis la rentrée des élèves des maternelles et du primaire, puis celle du secondaire, et bientôt, celle du supérieur, se déroulent, les difficultés réelles apparaissent pour ce qu'elles sont : fermetures de classes une semaine après la rentrée primaire, avec les mesures dites de « carte scolaire », problèmes d'accueil et de places, d'effectifs, d'emploi pour les enseignants non-titulaires, de dégradation des conditions mêmes de l'enseignement.

Aux élèves sans profs s'ajoutent donc les profs sans élèves.

Pourquoi M. BAYROU tente-t-il si curieusement de relancer le débat sur le « foulard islamique », lui qui se présente comme le champion de la paix scolaire ? Il sait bien que les propos sur la rentrée correspondent si peu aux réalités que c'est surtout sur elles qu'il veut jeter un voile.

Mais, n'oubliant pas la leçon du 16 janvier, et celle du mouvement anti-CIP, à savoir que lorsqu'on est unis et résolu il est toujours possible de s'opposer efficacement aux mauvais coups, les parents ne s'en laissent pas si facilement conter.

A Saint-Nazaire, Saint-Herblain, Savenay et Malville, ils réagissent vivement et promptement aux fermetures de classes dans les écoles primaires, et obtiennent gain de cause.

Les maîtres-auxiliaires sans affectation manifestent contre leur mise au chômage.

Les étudiants nantais qui, on le sait, ont été à l'origine du mouvement national contre le projet balladurien de SMIC-Jeunes, préparent leur rentrée en organisant leur Université d'été, sur la base de l'interrogation fondamentale : quelle formation pour quel avenir ?

Tout cela contredit, dans le département même, les propos euphoriques du Ministre. Non, la rentrée n'est pas facile. Non, la rentrée n'est pas calme.

Les communistes dont on sait l'engagement de toujours pour un grand service public nationale d'éducation doté des moyens suffisants pour remplir pleine-

ment ses missions, sont de ceux qui luttent et sont aux côtés de ceux qui luttent. Les militants et les élus ne ménagent pas leurs efforts pour soutenir et participer à ces luttes, et contribuer ainsi à leur succès.

L'engagement d'une programmation pluriannuelle pour l'éducation arrachée au Ministre à la suite de la grande manifestation du 16 janvier, doit trouver sa traduction dans le débat budgétaire qui va s'engager. Le groupe parlementaire communiste y jouera tout son rôle en réitérant ses propositions visant à porter à l'équivalent de 5 % du PIB l'effort national pour la formation, alors qu'il stagne vers 3,5 % depuis de trop nombreuses années.

Tout montre donc la nécessité d'un développement de l'action sur les questions de l'école et de la formation au moment de la discussion budgétaire.

C'est d'ailleurs pourquoi la Fédération du parti prépare une initiative départementale sur ces questions dans les semaines qui viennent. Cette initiative s'inscrira aussi dans la préparation de la Rencontre Nationale du P.C.F. d'ores et déjà prévue le 11 décembre prochain, à Vénissieux.

RENAULT 19

A PARTIR DE

61000* F

* C'est à dire:

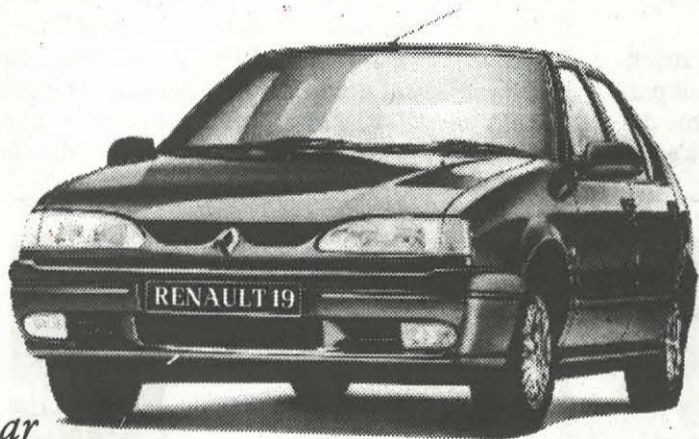
73000F

-5000F

d'aide de l'état
si votre voiture
a plus de 10 ans.

-7000F

de reprise accordée par
votre concessionnaire.



OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30/09/94

Offre réservée aux particuliers pour l'achat d'une Renault 19 neuve - millésime 95 - non cumulable avec toute autre offre.

RENAULT ST-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE

VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 40 70 35 07



RENAULT

LEROUX

VOTRE GRAINETIER

DISTRIBUTEUR DES GRAINES

VILMORIN

JARDINERIE LEROUX, route de Pornichet
SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.70.29.72



Abonnez-vous

le 1^{er} mois
de lecture gratuit,
plus, en cadeau,
le numéro spécial
« Jean Jaurès dans l'Huma »

Un choix de 65 articles
parus du 18 avril 1904
au 31 juillet 1914

120 F par mois
les mois suivants
en remplissant l'autorisation
de prélèvement ci-contre.

UNE IDEE DE SORTIE

Théâtre malien « Un monde immobile » de Moussa Konaté

La consommation touristique de nos pays tempérés s'acharne bien souvent à proposer dans l'exotisme - et l'image africaine n'y échappe pas - des saveurs de rêve, d'oubli, voire de (pseudo) sensations uniques et rares ; et, présentés dans des catalogues de papiers glacés, les paysages ornés de palmiers, les soleils couchants sur déserts, les danseuses voilées, les luxuriants marchés de fruits ou de tissus, sont autant d'invitation à faire oublier que les pays du tiers monde sont des pays comme les autres (enfin, plus exactement, pas tout à fait comme les autres puisque plus

pauvres la plupart du temps), c'est-à-dire des pays avec des gens qui, comme tout un chacun au monde, ont des préoccupations sociales, politiques, religieuses et culturelles ; des gens qui mangent, qui boivent, qui aiment ; bref, des gens qui vivent entre bonheur et souffrance.

Ce sont de ces gens-là que vous retrouverez dans « Un monde immobile », la pièce de Moussa Konaté que Science 89 présente, avec les comédiens du Weltaaré, Salle Francine Vasse, les 7 et 8 octobre prochain à 20 h 45.

La pièce, en effet, raconte l'histoire d'une

famille dans une petite ville du Mali en 1994. Le père, un vieux facteur à la retraite, et la mère, vieille femme au foyer tentant d'immobiliser le temps et de conserver à la famille sa toute puissance qui nie l'individu et gêne ou étouffe l'esprit d'indépendance ou d'initiative.

Face à ses vieux parents, le jeune fils tente de se défaire de liens qui le paralyse. Il n'y parviendra pas et fera la douloureuse expérience d'un monde malien qui finira par se révéler être un monde immobile.

Avec ce texte, l'auteur a voulu contribuer à la

naissance d'une écriture malienne moderne en prise directe avec la réalité, l'actualité.

La compagnie Science 89, dont on connaît le penchant pour les démarches théâtrales « de risque et d'aventure », le désir de dialogue et de proximité avec le public, le goût pour des spectacles de « mise en question du monde », ne pouvait qu'être séduit, par cette proposition de rapprochement entre Nantes et Bamako à travers le montage d'« Un monde immobile ».

Renseignements - réservations : Office du Tourisme : 40.47.04.51.

Le 22 Octobre 1941
à Chateaubriant

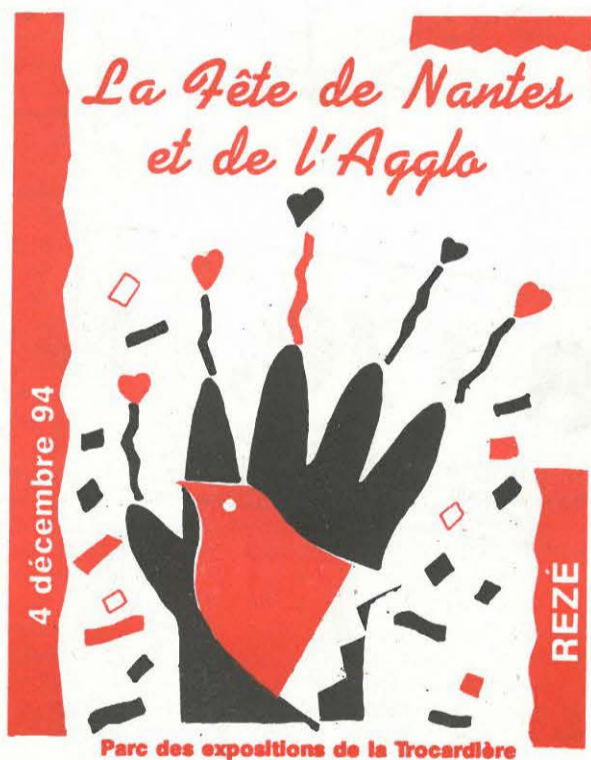
27 Patriotes tombaient sous les balles des nazis. 20 étaient fusillés à Nantes, Chateaubriant et Paris.

Commémoration du Souvenir

Le Dimanche 23 Octobre
à Chateaubriant

avec la participation de
Jean-Claude MAGNON,
Membre du Bureau
et du Secrétariat National du P.C.F.

Le Vendredi 21 Octobre
devant le Monument
des 50 Otages à Nantes



4-5 décembre 1994

FÊTE DE NANTES ET DE L'AGGLO

Hall de la Trocardière à Rezé



TRAVAUX PUBLICS

devin o lemarchand

Assainissement
Travaux souterrains
Fonçage - Adduction d'eau
Transport et distribution Gaz
Génie Civil

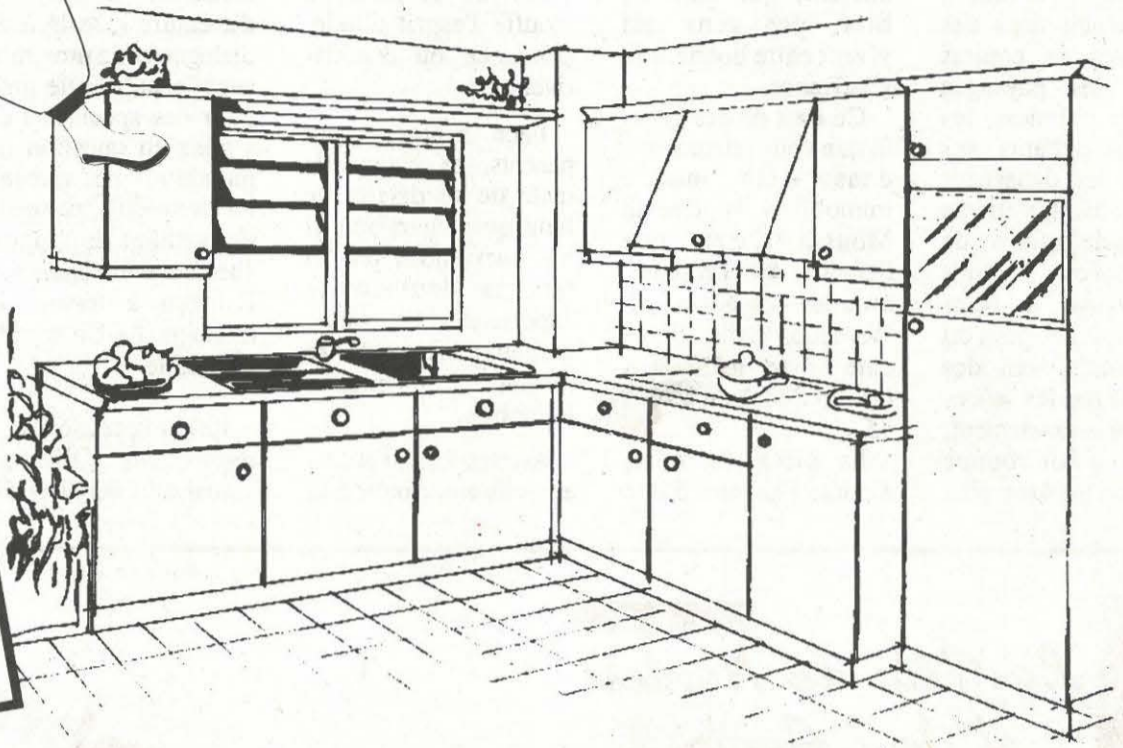
Travaux Maritimes
Réservoirs - Châteaux d'eau
V.R.D.
Installations de pompage

Z.I. LA BERANGERAIS - 5, RUE DE LA CATALOGNE 44240 LA CHAPELLE SUR ERDRE Tél. 40.77.89.89 - Télécopie 40.77.80.48



PRIX ANNIVERSAIRE

Du 23
Septembre
au 1^{er}
Octobre



ARCOS

Corps de meuble en panneau de particules 19 mm surfacé, mélaminé blanc. Façade en panneaux de particules 19 mm mélaminé. 11 coloris différents, chants épais. PVC 3 mm. Corniche et cache lumière assortis.

- 1 élément bas H. 82 cm, prof. 57 cm, larg. 50 cm. PRIX : 1.225,- F
 - 1 élément bas avec tiroir H. 82 cm, prof. 57 cm, larg. 50 cm. PRIX : 1.327,- F
 - 1 élément bas sous évier H. 82 cm, prof. 57 cm, larg. 100 cm. PRIX : 1.738,- F
 - 1 élément bas sous cuisson H. 82 cm, prof. 57 cm, larg. 80 cm. PRIX : 1.549,- F
 - 2 éléments hauts H. 70 cm, prof. 37 cm, larg. 50 cm. PRIX : 2x917,- F
 - 1 élément haut H. 70 cm, prof. 37 cm, larg. 60 cm. PRIX : 948,- F
 - 1 porte pour hotte escamotable H. 70 cm, larg. 60 cm. PRIX : 405,- F
 - 1 armoire pour four + frigo prof. 55 cm, larg. 60 cm, H. 210 cm. PRIX : 2.774,- F
 - 1 tablette mélaminé prof. 25 cm, larg. 100 cm PRIX : 266,- F
 - Plans de travail stratifiés postformés avec découpe, épaisseur 4 cm, prof. 60 cm, long. 350 cm. PRIX : 2.785,- F
 - Corniches enrobées mélaminées long. 540 cm. PRIX : 1.870,- F
 - Caches-lumière enrobés mélaminés longueur 360 cm. PRIX : 466,- F
 - Socle panneau particules mélaminées longueur 280 cm, H. 10 cm. PRIX : 660,- F
 - 2 ferrures d'assemblage plan de travail, fileur d'angle de caisson. PRIX : 323,- F
- PRIX TOTAL : 18.170,- F**

18 170,- F
TTC, hors livraison, hors pose,
hors électroménager, évier et robinetterie.
Selon implantation type ci-dessus

CUISINES SCHMIDT

CENTRE CONSEIL
S.A. Alain GREGOIRE

48, Bd Victor-Hugo
44600 SAINT-NAZAIRE
Tél. 40.66.33.64 - Fax 40.01.84.46